

avait rédigé en réponse à cette lettre, mémoire dans lequel il exposait le détail le plus exact des sommes que l'Académie recevait et de leur emploi, d'où il résultait que loin de pouvoir diminuer ses recettes, elle n'aurait pas de quoi payer ses frais les plus indispensables, si chacun de ses membres ne sortait de sa poche au commencement de l'année une somme pour y suppléer (1). La réponse fut adoptée et envoyée à Roland de la Platière.

Cette séance fut présidée par le nouveau directeur, l'abbé Jacquet, mais ce fut la seule. Les esprits étaient très occupés de l'élection prochaine d'un évêque constitutionnel; de nombreuses brochures étaient publiées pour ou contre la légalité de cette nomination. L'Administration municipale venait de se croire obligée d'ordonner que tout écrit contraire à cette nomination serait supprimé comme séditieux et attentatoire au respect dû aux décrets de l'Assemblée nationale; l'ordonnance était signée du maire Vitet. L'abbé Jacquet, qui était chevalier et avocat de l'église Saint-Jean, se retira provisoirement à Marseille.

Dans la séance suivante, Roland de la Platière vint en personne pour informer la Compagnie que la Municipalité s'occupait de ses intérêts. Il n'était plus question de retirer à l'Académie ses appartements de l'hôtel de ville, et si la commune était obligée de fournir dans son hôtel des logements aux administrateurs du département et du district, et de déplacer ainsi la Bibliothèque et les cabinets de l'Académie, elle avait le projet de les réunir à celle qui tient au collège de la Trinité, pour en donner la direction générale à l'Académie, à charge de la rendre publique, etc. L'Académie pria Roland de présenter ses remerciements à la Muni-

---

(1) On verra plus loin combien cette assertion était vraie.